

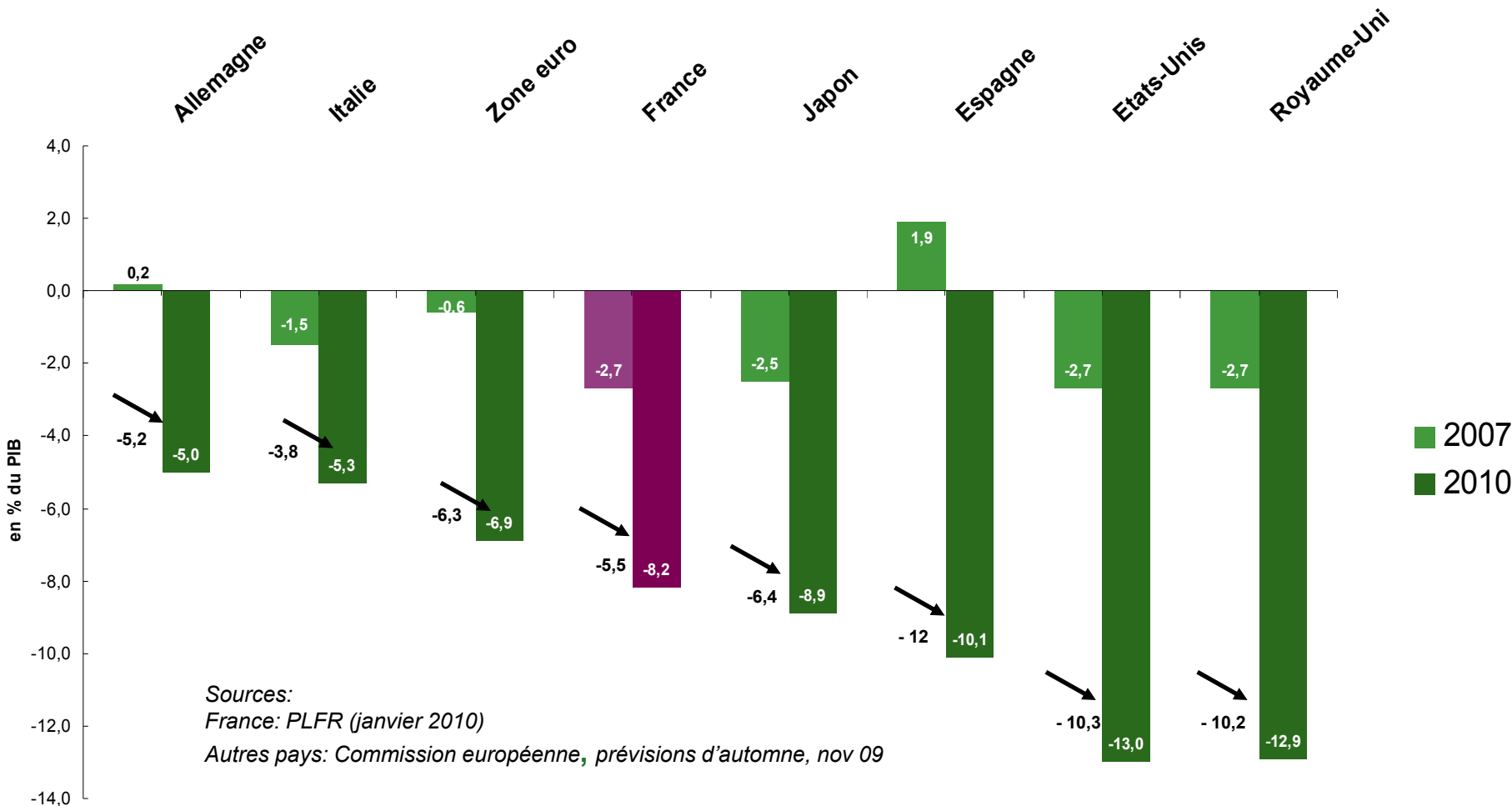
12^{ème} session de l'Assemblée des Français à l'étranger

Mardi 2 mars 2010

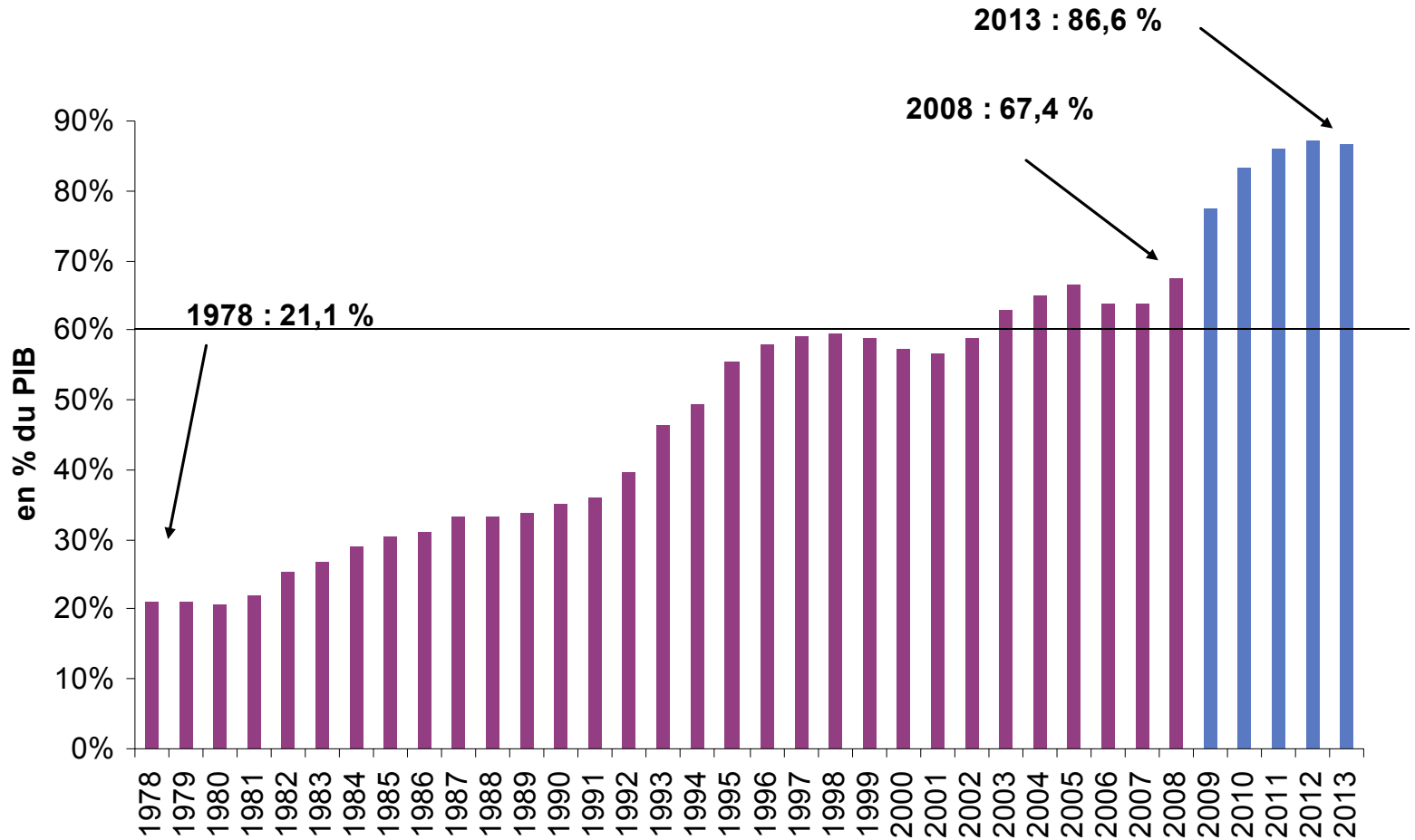
Les enjeux budgétaires et AEFE

La France connaît une situation très dégradée, mais moins que pour certains de nos partenaires économiques

Evolution du solde public entre 2007 et 2010

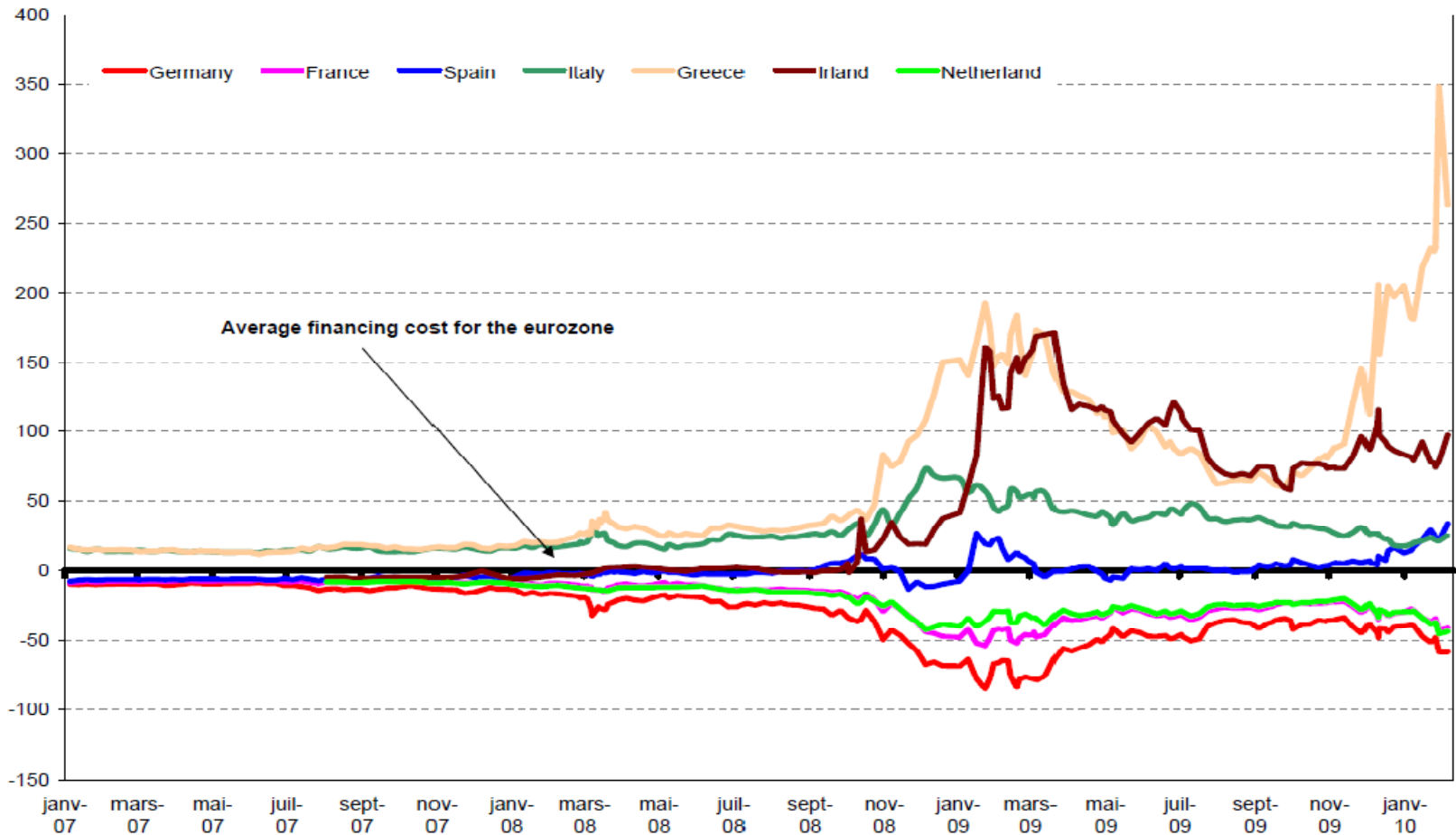


...En raison du formidable ressaut de la dette publique lié à la crise



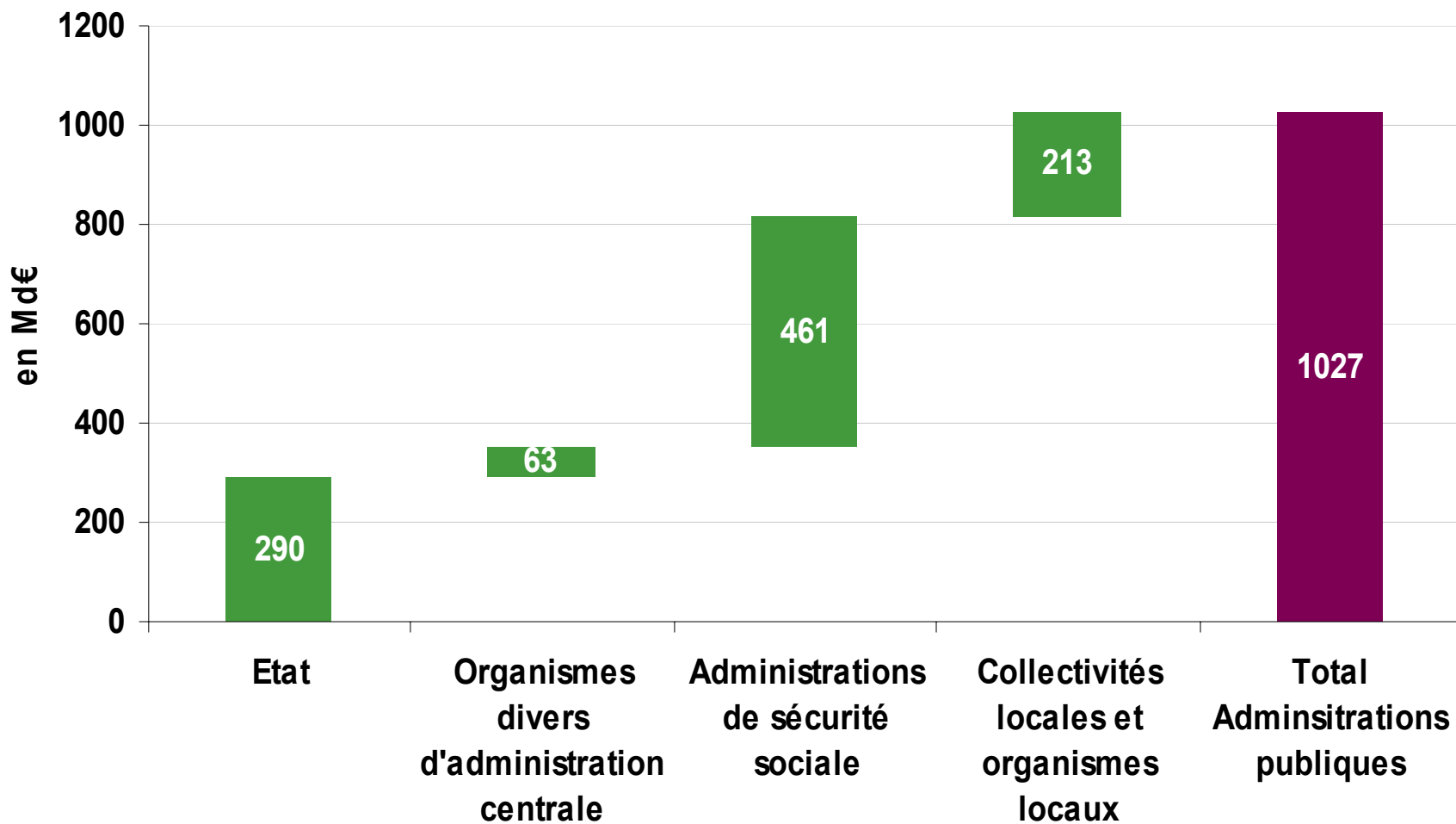
1978-2008: INSEE / 2009 – 2013: prévision programme de stabilité

Evolution des spreads par rapport à la moyenne des conditions de financement de la zone euro



Source: AFT – 05 février 2010

L'Etat représente un tiers de la dépense publique en 2008 5



- Transmis à la Commission européenne le 31 janvier 2010
- Une trajectoire centrale conforme à la recommandation adressée à la France le 2 décembre 2009:
 - réduction du déficit APU à 3% du PIB en 2013,
 - ajustement structurel d'au moins 1 point par an entre 2010 et 2013.

	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Solde public (% PIB)	-3,4	-7,9	-8,2	-6	-4,6	-3
Dettes publiques (% PIB)	67,4	77,4	83,2	86,1	87,1	86,6
Solde structurel (% PIB potentiel)	-3,1	-5,8	-5,8	-4	-2,8	-1,6
Variation du solde structurel (% PIB potentiel)	0	-2,6	0	1,8	1,2	1,2

- Les hypothèses retenues pour la programmation :
 - Croissance du PIB à 2,5% sur 2011-2013 et inflation à 1,5% en 2011 puis 1,75%,
 - Elasticité des prélèvements obligatoires égale à 1,2 entre 2011 et 2013,
 - Affichage d'un effort de réduction de la dépense publique sans précédent pour les ASSO et les APUL

(en volume, moyenne par an, hors transferts entre administrations publiques)

	2010-2013
Administrations publiques	0,9 %
Administrations publiques centrales (APUC)	-0,1 %
Administrations publiques locales (APUL)	0,9 %
Administrations de sécurité sociale (ASSO)	1,6 %

Maintien de la règle du zéro volume pour l'Etat sur l'ensemble de la programmation

- La maîtrise du déficit passe par une évolution à « zéro volume » pour la dépense de l'État

- La **première session de la conférence sur le déficit**, présidée par le Président de la République, a eu lieu le **28 janvier 2010**:
 - Réunion de représentants de l'Etat, de parlementaires, de dirigeants d'organismes de sécurité sociale et d'associations d'élus locaux
- Objectif : **établir un diagnostic partagé** sur les finances publiques pour élaborer la stratégie de redressement du solde public
 - Volonté réaffirmée de ne pas augmenter le taux de PO au-delà du niveau avant crise
 - Constat que les dépenses publiques ont atteint un niveau historique en 2009 (55,6% du PIB) et nécessité d'infléchir son niveau

Les conclusions de la première session de la Conférence sur le déficit

- Un **rapport public**, confié à MM. Champsaur et Cotis, doit établir pour cette échéance une synthèse de la situation des comptes publics (retour sur les trente dernières années et sur la prochaine décennie)
 - Eric WOERTH doit présenter lors de la conférence d'avril 2010 un **plan d'action complet** pour réduire la dépense de l'Etat.
 - Cette maîtrise de la dépense sera complétée par une **réduction du coût des niches fiscales et sociales**, à hauteur de **2 Md€ par an**
 - **Quatre groupes de travail** rassemblant des personnalités qualifiées doivent proposer des solutions pour le printemps 2010
- ➔ Une 2^{nde} session de la conférence sur le déficit est prévue en **avril**

- **double engagement politique** du Gouvernement depuis 2002 pour que la dépense de l'État :

- n'augmente pas **plus que l'inflation** entre le PLF N et la LFI N-1 (règle dite du « « zéro volume » ») ;

- n'augmente pas dans l'année en exécution au-delà de l'enveloppe votée en LFI

- La norme de dépense en LFI 2010 :

- dépenses de l'État en 2009 : **348,2 Mds€**

- inflation prévisionnelle 2010 : **1,2 %**

➔ Norme de dépenses = Capacité de dépense supplémentaire en 2010 par rapport à 2009 = **+ 4,1 Mds €**

NB : la norme de dépense a été calculée en 2009 et 2010 hors prise en compte du plan de relance.

... et comprend des composantes très dynamiques...

